

le gouvernement veut créer un "indice d'éloignement" pour les établissements scolaires

4-5 minutes

Créer un "indice d'éloignement" à prendre en compte dans l'allocation des moyens des établissements scolaires. Voici l'une des mesures du "Plan d'actions en faveur des territoires ruraux", dit "Agenda rural", présenté par Édouard Philippe lors du congrès national de l'Association des maires ruraux de France, le 20 septembre 2019. Parmi les 173 mesures annoncées par le Premier ministre, plusieurs concernent l'éducation : rattacher toutes les écoles rurales à un Piaf, doubler le nombre d'élèves ruraux inclus dans des Cordées de la réussite ou mieux former les enseignants aux classes multi-âges.



"L'Agenda rural" comporte 173 mesures en faveur de la ruralité.
Creative Commons

Édouard Philippe a présenté les 173 mesures du "Plan d'action en faveur des territoires ruraux", lors du congrès national de l'AMRF à Eppe-Sauvage (Hauts-de-France), le 20 septembre 2019.

Également appelée "Agenda rural", cette feuille de route s'appuie sur le rapport "Ruralités : une ambition à partager", remis à la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les

collectivités territoriales, le 26 juillet 2019 ([lire sur AEF info](#)).

les mesures de "l'agenda rural" qui concernent l'éducation

Un "indice d'éloignement" pour définir les moyens alloués aux établissements. Le gouvernement souhaite définir un "indice d'éloignement" afin de "prendre en compte les contraintes territoriales dans l'allocation nationale des moyens de l'Éducation nationale", indique le dossier de presse. Le MENJ va ainsi lancer "un travail pour définir de nouveaux critères dans l'allocation des moyens des établissements scolaires et ainsi mieux prendre en compte les spécificités des établissements ruraux : isolement, éloignement, équipements, etc.", détaille le document. Classer les établissements en fonction d'un indice d'éloignement était l'une des principales préconisations du rapport "Ruralités : une ambition à partager" de juillet 2019.

"Prendre en compte les spécificités des classes multi-âge" et cela notamment "lors de la formation des enseignants et dans l'accompagnement de leur carrière".

"Rattacher toutes les écoles rurales à un PIAL à l'horizon 2021 pour garantir la prise en charge des élèves en situation de handicap".

"Déployer les conventions ruralités en les appuyant sur les projets éducatifs de territoires, et travailler à leur articulation avec les contrats de ruralité. Il s'agit de renforcer le dialogue entre les rectorats et les élus locaux sur l'organisation scolaire et les projets éducatifs pour prendre en compte les spécificités de ces territoires." Matignon prévoit aussi d'intégrer un volet "jeunesse" dans les contrats de ruralité.

"Revaloriser le montant des bourses d'internat". Selon le dossier de presse, elles "bénéficient essentiellement aux jeunes ruraux". Cela avait déjà été annoncé début juillet par le MENJ lors de la présentation du "plan internat" ([lire sur AEF info](#)).

"Doublé le nombre de jeunes élèves ruraux bénéficiaires des Cordées de la réussite."

Utiliser les transports collectifs comme transports scolaires. Matignon propose d' "organiser les transports collectifs interurbains de manière à permettre leur adaptation aux besoins de transports scolaires, dans le respect des normes de sécurité du transport

scolaire".

Le gouvernement annonce enfin qu'il organisera des "comités interministériels de la ruralité, dédiés à la concrétisation des mesures de 'l'Agenda rural'". De plus, chaque ministère désignera en son sein un "référent ruralité" "chargé de s'assurer de la bonne prise en compte des enjeux des territoires ruraux dans l'ensemble des politiques publiques".

Pour rappel, au ministère de l'Éducation nationale, plusieurs autres chantiers sont en cours sur la question de la ruralité. Une mission vient notamment d'être confiée à Salomé Berlioux sur l'orientation des jeunes de la "France périphérique" ([lire sur AEF info](#)) et les conclusions du travail d'Ariane Azéma et de Pierre Mathiot sur "la territorialisation des politiques éducatives" sont attendues ([lire sur AEF info](#)).